
Fiches thématiques

Le commerce de gros

Avertissement

Le nouveau dispositif d'élaboration des statistiques annuelles d'entreprises (Ésane) permet d'alléger la charge statistique sur les sociétés non financières et les entrepreneurs individuels (SNFEI) en intégrant dans un seul système les données d'enquête et les sources administratives. En raison de l'entrée en production de ce nouveau dispositif, il a été décidé de ne diffuser les résultats portant sur les années 2008 et 2009 qu'au niveau groupe de la nomenclature.

Le champ de la publication fait référence à la France entière (y compris les Dom), sauf mention contraire dans certaines fiches.

Enfin, dans cet ouvrage, les termes « entreprise » ou « SNFEI » désignent toute unité légale déclarée au répertoire : entrepreneurs individuels (personnes physiques) et sociétés (personnes morales). Ils ne correspondent pas à la notion d'entreprise en tant qu'acteur économique, définie dans la loi de modernisation de l'économie (LME) et son décret d'application n° 2008-1354 du 18 décembre 2008, que les statistiques ne permettent pas encore d'appréhender actuellement.

Signes conventionnels utilisés

n.d.	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
ε	Résultat inférieur à la moitié de l'unité du dernier ordre exprimé
n.s.	Résultat non significatif
e	Estimation
p	nombre provisoire
sd	Compte semi-définitif
K€	Milliers d'euros
M€	Millions d'euros
Md€	Milliards d'euros

2.1 Panorama du commerce de gros

Les 139 000 sociétés non financières et entrepreneurs individuels (SNFEI) françaises exerçant une activité de **commerce de gros** en 2009 emploient 930 300 salariés en équivalent-temps plein, soit près d'un tiers des salariés de l'ensemble du commerce, et génèrent un chiffre d'affaires d'environ 686 milliards d'euros, soit plus de la moitié du chiffre d'affaires du commerce. Le taux de marge commerciale (brute) est de 21,3 % en moyenne, contre 29,0 % pour le commerce de détail.

Le taux de féminisation est moindre dans le commerce de gros que dans le commerce de détail (35 % contre 63 %). Mais il existe des disparités selon l'activité : ainsi, le taux de féminisation est d'environ 52 % dans le commerce de gros de biens domestiques. Le temps partiel est également nettement moins pratiqué dans le commerce de gros que dans le commerce de détail (12 % contre 36 % des salariés sont concernés).

Les **intermédiaires du commerce** de gros et les grossistes de biens domestiques sont les deux plus importants secteurs en termes de nombre de SNFEI : ils regroupent à eux seuls près de la moitié des SNFEI du commerce de gros. Le secteur des grossistes en biens domestiques est également le plus important en termes de chiffres d'affaires : il réalise un cinquième du chiffre d'affaires du commerce de gros. Avec les grossistes en biens domestiques, les autres grossistes spécialisés (qui représentent

ensemble 32 % des SNFEI) emploient le plus grand nombre de salariés du commerce de gros (respectivement 23 % et 22 %).

Ce sont principalement des structures de petite taille qui composent le commerce de gros : une société du commerce de gros emploie en moyenne 6,7 salariés en équivalent-temps plein, et 92 % des grossistes comptent moins de vingt salariés. C'est particulièrement le cas des intermédiaires du commerce de gros : bien que comptant pour plus du quart des SNFEI, ils n'emploient en moyenne que 2 salariés en équivalent-temps plein. Cependant, les sociétés du commerce de gros de 250 salariés ou plus, qui ne représentent que 0,3 % des SNFEI du secteur, réalisent 32 % du chiffre d'affaires.

Entre 2006 et 2010, les ventes de l'ensemble du commerce de gros progressent en moyenne de 0,2 % en volume par an. Le secteur a été marqué par la crise en 2009 (- 5,1 %) et n'a pas encore retrouvé son niveau de 2007. Ce panorama d'ensemble masque de grandes disparités : alors que les grossistes en autres équipements industriels voient leur ventes diminuer en moyenne de 2,2 % en volume par an, les ventes des grossistes en équipements de l'information et de la communication croissent de 3,6 % sur la même période. Ce dernier secteur connaît la plus forte augmentation sur l'année 2010 : + 12,2 % en volume. Cette évolution tire à la hausse le taux de croissance du commerce de gros (+ 2,8 % en volume en 2010). ■

Définitions

Commerce de gros (commerce interentreprises) : ce secteur regroupe les SNFEI du commerce ayant un code d'activité principale compris entre 46.11Z et 46.90Z dans la nomenclature d'activités française (NAF rév.2) révisée le 1^{er} janvier 2008. L'activité des grossistes, ou marchands en gros, consiste en la vente sans transformation d'articles et de produits neufs ou d'occasion à une clientèle principalement professionnelle (producteurs, détaillants, autres grossistes et centrales d'achats, prestataires de services, administrations etc.) et, de plus en plus, en la facturation de services divers (assemblage, tri, entreposage, réfrigération, livraison et installation des marchandises etc.).

Intermédiaires du commerce : ce secteur regroupe les SNFEI du commerce de gros ayant un code d'activité principale compris entre 46.11Z et 46.19B dans la nomenclature d'activités française (NAF rév.2) révisée le 1^{er} janvier 2008. Ce groupe comprend les activités des intermédiaires du commerce de gros qui mettent en rapport acheteurs et vendeurs ou qui exécutent des opérations commerciales pour le compte d'un tiers sans être eux-mêmes propriétaires des marchandises : commissionnaires, courtiers, agents commerciaux, représentants non salariés, centrales d'achats, etc.

Pour en savoir plus

- « La situation du commerce en 2010 », *Document de travail*, Insee, juin 2011.
- « Le commerce en 2010 - Retour contrasté à la croissance », *Insee Première* n° 1363, août 2011.

Panorama du commerce de gros 2.1

1. Chiffres clés

	Nombre de SNFEI	Chiffre d'affaires HT (M€)	Taux de marge commerciale (%)	Nombre de salariés en équivalent temps plein	Part des salariés du secteur dans le commerce de gros (%)
Commerce de gros¹ dont :	139 100	686 300	21,3	930 300	100,0
<i>intermédiaires du commerce de gros</i>	39 800	113 040	3,7	81 300	8,7
<i>produits agricoles bruts et animaux vivants</i>	5 400	51 190	10,3	38 200	4,1
<i>produits alimentaires</i>	17 500	125 240	27,3	129 200	13,9
<i>biens domestiques</i>	26 700	137 460	31,5	212 100	22,8
<i>équipements de l'information et de la communication</i>	6 300	41 790	16,3	46 700	5,0
<i>autres équipements industriels</i>	21 900	77 370	26,5	191 100	20,5
<i>autres commerces de gros spécialisés²</i>	17 700	124 920	21,1	205 100	22,0

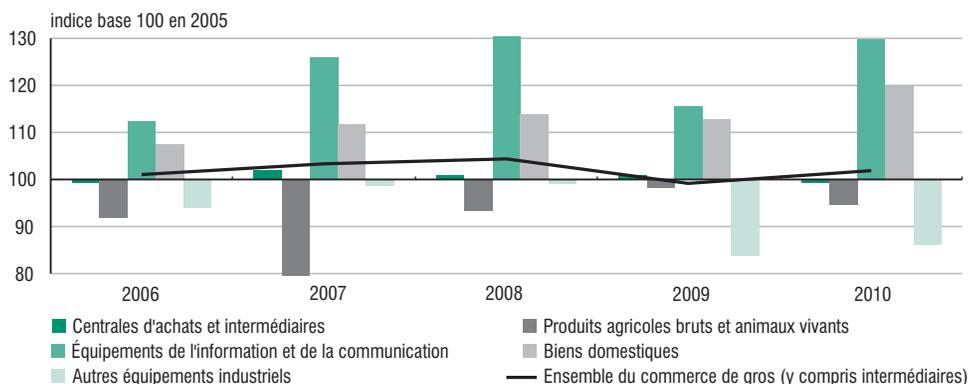
1. Le secteur du commerce de gros comprend également le secteur du commerce de gros non spécialisé (4690Z) non présenté dans ce tableau, mais néanmoins inclus dans le total de cette ligne.

2. Ce secteur comprend les commerces de gros de : combustibles et produits annexes, minerais et métaux, bois et matériaux de construction, appareils sanitaires et produits de décoration, quincaillerie, fournitures pour plomberie et chauffage, produits chimiques, autres produits intermédiaires, déchets et débris.

Champ : France.

Source : Insee, *Ésane* 2009.

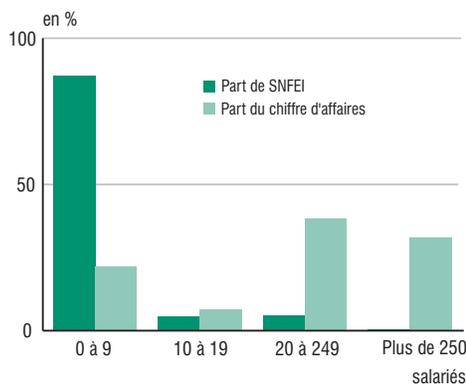
2. Évolution des ventes en volume de 2006 à 2010



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, *Comptes du commerce, indice de chiffre d'affaires*.

3. Répartition des SNFEI et du chiffre d'affaires selon la taille



Champ : France.

Source : Insee, *Ésane* 2009.

4. Emploi salarié

	Proportion de femmes (%)	Proportion de temps partiel (%)
Commerce de gros dont :	35,3	12,2
<i>intermédiaires du commerce de gros</i>	42,5	15,4
<i>produits agricoles bruts et animaux vivants</i>	30,3	12,5
<i>produits alimentaires</i>	35,6	13,5
<i>biens domestiques</i>	51,9	16,9
<i>équipements de l'information et de la communication</i>	33,1	10,0
<i>autres équipements industriels</i>	26,5	8,9
<i>autres commerces de gros spécialisés¹</i>	28,0	9,2

1. Ce secteur comprend les commerces de gros de : combustibles et produits annexes, minerais et métaux, bois et matériaux de construction, appareils sanitaires et produits de décoration, quincaillerie, fournitures pour plomberie et chauffage, produits chimiques, autres produits intermédiaires, déchets et débris.

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, *Déclaration annuelle de données sociales 2009 (Dads)*.

2.2 Intermédiaires du commerce de gros

En 2009, 39 800 sociétés non financières et entrepreneurs individuels (SNFEI) françaises (soit environ 29 % des SNFEI du commerce de gros) exercent une activité d'**intermédiaire du commerce**. Les intermédiaires du commerce de gros génèrent un chiffre d'affaires de 113 milliards d'euros, soit 16 % de l'ensemble du commerce de gros, et emploient 81 300 salariés en équivalent-temps plein, soit 9 % du commerce de gros. Le taux de féminisation y est élevé : 43 % des salariés sont des femmes, contre 35 % dans l'ensemble du commerce de gros. Le taux de marge commerciale (brute) des intermédiaires du commerce de gros s'élève à 3,7 % du montant des ventes, il se situe donc bien en deçà de la moyenne observée sur l'ensemble du commerce de gros (21,3 %).

L'activité d'intermédiaire du commerce de gros recouvre de fortes disparités. Les **centrales d'achats** sont peu nombreuses mais réalisent la majorité du chiffre d'affaires. Ce sont souvent des sociétés de capitaux qui appartiennent fréquemment aux groupes de la grande distribution, et qui jouent un rôle majeur dans les politiques d'achat des réseaux. Les autres intermédiaires du

commerce sont au contraire plus nombreux mais de plus petite taille.

Ainsi, le secteur des intermédiaires du commerce est concentré. Il est en quasi-totalité constitué de petites structures (98 % des SNFEI ont moins de 10 salariés), mais ces sociétés ne génèrent qu'un quart du chiffre d'affaires. Celles de plus de 20 salariés en génèrent 70 %.

En 2010, le secteur des intermédiaires connaît une baisse de ses ventes en volume (-1,6 %), alors que dans l'ensemble du commerce de gros, y compris les intermédiaires, les ventes augmentent de 2,8 % en volume. En raison d'une baisse observée en 2010, le volume des ventes retrouve son niveau de 2006. Tous les sous-secteurs de l'intermédiation ne connaissent pas la même tendance : les centrales d'achats non alimentaires voient leurs ventes croître en moyenne de 3,0 % en volume par an, alors que les ventes des autres intermédiaires reculent en moyenne de 1,3 % par an sur la même période. Après une hausse de +3,6% en moyenne annuelle entre 2006 et 2008, la progression des ventes des centrales d'achats alimentaires a été interrompue en 2009 (-6,6 % puis -2,4 % en 2010). ■

Définitions

Intermédiaires du commerce : ce secteur regroupe les SNFEI du commerce de gros ayant un code d'activité principale compris entre 46.11Z et 46.19B dans la nomenclature d'activités française (NAF) révisée le 1^{er} janvier 2008. Ce groupe comprend les activités des intermédiaires du commerce de gros qui mettent en rapport acheteurs et vendeurs ou qui exécutent des opérations commerciales pour le compte d'un tiers sans être eux-mêmes propriétaires des marchandises : commissionnaires, courtiers, agents commerciaux, représentants non salariés, centrales d'achats, etc.

Centrales d'achats : entreprises ayant pour code d'activité principale 46.12A (centrales d'achats de carburant), 46.17A (centrales d'achats alimentaires) ou 46.19A (centrales d'achats non alimentaires) de la NAF révisée le 1^{er} janvier 2008. Ce sont des intermédiaires du commerce qui répondent principalement à deux besoins : l'approvisionnement de SNFEI commerciales de la grande distribution et de petits commerçants affiliés, ainsi que l'approvisionnement d'activités non commerciales dans certaines configurations de groupes (filiale commerciale d'un groupe industriel par exemple).

Les services rendus aux adhérents par la centrale d'achats sont multiples : sélection et référencement des produits, négociation du prix d'achat aux producteurs, entreposage et livraison des produits, prise en charge du paiement – assorti souvent d'une garantie – des factures de leurs fournisseurs, etc. Les centrales d'achats se rétribuent pour partie par la facturation de services qui inclut les cotisations des adhérents, pour une autre partie par la perception d'une marge commerciale correspondant à un faible taux de marge. Lorsque la centrale d'achats est intégrée, on ne peut effectuer de valorisation comptable de cette fonction exercée en interne dans l'entreprise de distribution.

Pour en savoir plus

- « La situation du commerce en 2010 », *Document de travail*, Insee, décembre 2011.
- « Les entreprises du commerce de gros en 2007 », *Insee Résultats* n° 44 Économie, septembre 2009.

Intermédiaires du commerce de gros 2.2

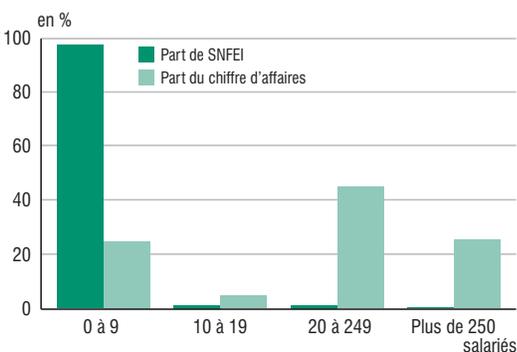
1. Chiffres clés

	Nombre d'entreprises	Chiffre d'affaires HT (M€)	Taux de marge commerciale (%)	Effectifs salariés	
				en EQTP	en %
Intermédiaires du commerce de gros	39 800	113 040	3,7	81 300	3,0

Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

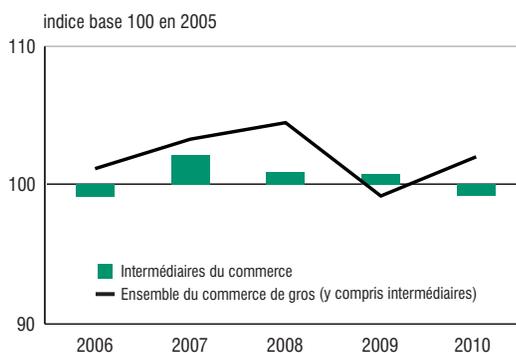
2. Répartition des SNFEI et du chiffre d'affaires selon la taille



Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

3. Évolution des ventes en volume de 2006 à 2010



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, Comptes du commerce, indice de chiffre d'affaires.

4. Emploi salarié

	Proportion de femmes (%)	Proportion de temps partiel (%)
Intermédiaires du commerce de gros	42,5	15,4

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, Déclaration annuelle de données sociales 2009 (Dads).

5. Les dix plus grandes sociétés selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique

CARFUEL
 DISTRIDYN
 FNAC SA
 PETROVEX
 SCA LAITS ET DERIVES
 SCA PETROLE ET DERIVES
 SCAMARK
 SINERGY
 SOC D'IMPORTATION LECLERC
 SYSTEME U CEN REG OUEST DIM SY

Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

2.3 Produits agricoles bruts et animaux vivants

Le secteur du **commerce de gros de produits agricoles bruts et animaux vivants** comprend les activités de commerce de gros de céréales, tabac non manufacturé, semences, aliments pour le bétail, de fleurs et plantes, d'animaux vivants, et de cuirs et peaux. Il compte environ 5 500 sociétés non financières et entrepreneurs individuels (SNFEI) en 2009, soit 4 % des SNFEI du commerce de gros. Elles réalisent 7,5 % du chiffre d'affaires du commerce de gros, soit un peu plus de 50 milliards d'euros. Le commerce de gros de produits agricoles bruts et animaux vivants est le plus petit secteur du commerce de gros en termes d'emploi : environ 38 000 salariés en équivalent-temps plein. Ainsi, chaque société emploie en moyenne 7 salariés, ce qui est aussi la moyenne pour l'ensemble du commerce de gros.

Ce secteur est légèrement moins concentré que l'ensemble du commerce de gros. En 2009, les sociétés de vingt salariés ou plus représentent 7 % des entreprises et 60 % du

chiffre d'affaires du secteur (contre respectivement 5 % et 70 % dans le commerce de gros).

L'activité du secteur est liée à de multiples facteurs, règlementaires (comme la **politique agricole commune** de l'Union européenne), sanitaires, climatiques, économiques (en particulier, les variations des cours internationaux de matières premières). Elle connaît par conséquent des variations de forte amplitude tant à la hausse qu'à la baisse. Sur la période récente, l'évolution des ventes en volume du secteur suit celles du sous-secteur des céréales, tabac non manufacturé, semences, aliments pour le bétail. Après deux années difficiles marquées par des conditions climatiques défavorables en 2006 et 2007, les ventes du commerce de gros de produits agricoles bruts et animaux vivants ont été soutenues en 2008 (+ 17,3 % en volume). Elles ont seulement ralenti en 2009 (+ 5,1 %) quand l'ensemble du commerce de gros se contractait (- 5,1 %). Elles reculent toutefois en 2010 (- 3,6 %). ■

Définitions

Commerce de gros de produits agricoles bruts et animaux vivants : ce secteur comporte 4 activités :

- céréales, tabac non manufacturé, semences et aliments pour le bétail (46.21Z) : vente en gros de céréales, de semences et plants, d'oléagineux, d'aliments pour le bétail, de matières premières agricoles diverses et de tabac non manufacturé ;

- fleurs et plantes (46.22Z) : commerce de graines, bulbes, oignons à fleur, plants de pépinières ou greffons ;

- animaux vivants (46.23Z) : négoce d'animaux sur pied destinés notamment à l'abattage, l'engraissement et l'élevage ;

- cuirs et peaux (46.24Z).

Politique agricole commune (Pac) : sur le long terme, les réformes successives de la politique agricole commune (Pac) de 1992 à 2003 ont conduit à rapprocher le prix des céréales et des oléagineux des prix mondiaux. En contrepartie de la perte de revenu ainsi engendrée, les agriculteurs reçoivent des subventions spécifiques : la Pac de 1992 avait mis en place l'aide compensatrice et l'aide au gel des terres ; à partir de 2006, une aide au revenu indépendante de la production, appelée paiement unique, se substitue très largement aux aides à la surface. Les restitutions à l'exportation octroyées aux entreprises du commerce de gros, destinées à compenser l'écart entre leur prix d'achat et le prix de revente aux « pays tiers » (hors Union européenne), s'éteignent progressivement jusqu'en 2009.

Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2010 - Retour contrasté à la croissance », *Insee Première* n° 1363, août 2011.
- « La situation du commerce en 2010 », Insee, *Document de travail*, juin 2011.

Produits agricoles bruts et animaux vivants 2.3

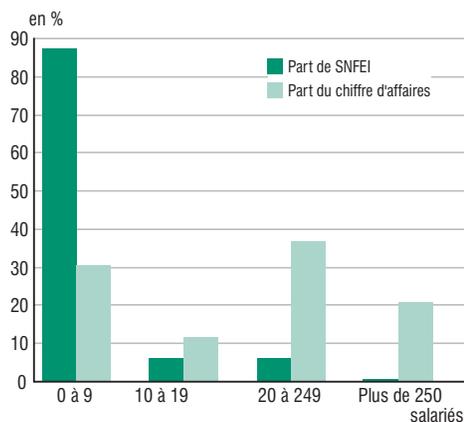
1. Chiffres clés

	Nombre de SNFEI	Chiffre d'affaires HT (M€)	Taux de marge commerciale (%)	Effectifs salariés	
				en EQTP	en %
Produits agricoles bruts et animaux vivants	5 400	51 190	10,3	38 200	4,1

Champ : France.

Source : Insee, Ésane 2009.

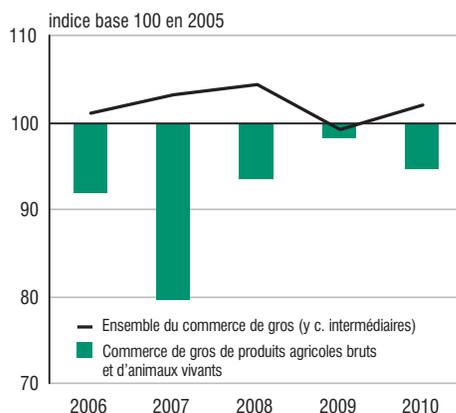
2. Répartition des SNFEI et du chiffre d'affaires selon la taille



Champ : France.

Source : Insee, Ésane 2009.

3. Évolution des ventes en volume de 2006 à 2010



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, Comptes du commerce, indice de chiffre d'affaires.

4. Emploi salarié

	Proportion de femmes (%)	Proportion de temps partiel (%)
Produits agricoles bruts et animaux vivants	30,3	12,5

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, Déclaration annuelle de données sociales 2009 (Dads).

5. Les dix plus grandes sociétés selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique

AGRALYS

CHAMPAGNE CEREALES

COOPERATIVE DES AGRICULTEURS D

EPIS CENTRE

GRANIT NEGOCE

NIDERA FRANCE

SOC COOPERATIVE AGRICOLE UNION

SOUFFLET AGRICULTURE

SOUFFLET NEGOCE

UNION INVIVO

Champ : France.

Source : Insee, Ésane 2009.

2.4 Produits alimentaires, boissons et tabac

Le commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac comprend les activités de vente en gros de **produits alimentaires frais** et d'**autres produits alimentaires**. En 2009, ce secteur est le deuxième secteur du commerce de gros en termes de chiffre d'affaires : il réalise 125 milliards d'euros de chiffre d'affaires, soit 18 % de celui du commerce de gros. Néanmoins, il ne regroupe que 17 500 sociétés non financières et entrepreneurs individuels (SNFEI), soit 13 % des sociétés du commerce de gros. Le secteur emploie environ 129 000 salariés en équivalent temps plein, soit pratiquement 14 % des emplois salariés du commerce de gros. Ainsi, une société de ce secteur emploie en moyenne 7,4 salariés,

contre 6,7 pour l'ensemble du commerce de gros.

Dans ce secteur, 68 % des SNFEI ont moins de dix salariés et réalisent 25 % du chiffre d'affaires. Celles de plus de vingt salariés représentent 7 % des sociétés et contribuent pour 66 % au chiffre d'affaires. Seules 45 SNFEI ont plus de 250 salariés, mais celles-ci réalisent 25 % du chiffre d'affaires.

Après deux années de baisse en 2008 (- 0,2%) et 2009 (- 2,7 %), les ventes du secteur connaissent une forte reprise en 2010 (+ 2,7 % en volume), comme pour l'ensemble du commerce de gros. Malgré cette embellie, les ventes de produits frais n'ont pas retrouvé leur niveau d'avant la crise. ■

Définitions

Commerce de gros de produits alimentaires, de boissons et de tabac (46.3) : il regroupe les entreprises spécialisées dont l'activité principale est soit le commerce de gros de produits frais, soit le commerce de gros de produits alimentaires hors produits frais.

Produits alimentaires frais : fruits et légumes (46.31Z), viandes de boucherie (46.32A), produits à base de viande (46.32B), volailles et gibiers (46.32C), produits laitiers, œufs, huiles et matières grasses comestibles (46.33Z), poissons, crustacés et mollusques (46.38A).

Autres produits alimentaires : boissons (46.34Z), tabac (46.35Z), sucre, chocolat et confiserie (46.36Z), café, thé, cacao et épices (46.37Z), produits alimentaires spécialisés divers (produits pour la boulangerie, biscuits, biscottes, plats cuisinés, etc. 46.38B), produits surgelés (46.39A), produits alimentaires non spécialisés (46.39B).

Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2010 - Retour contrasté à la croissance », *Insee Première* n° 1363, août 2011.
- « La situation du commerce en 2010 », *Document de travail*, Insee, décembre 2011.

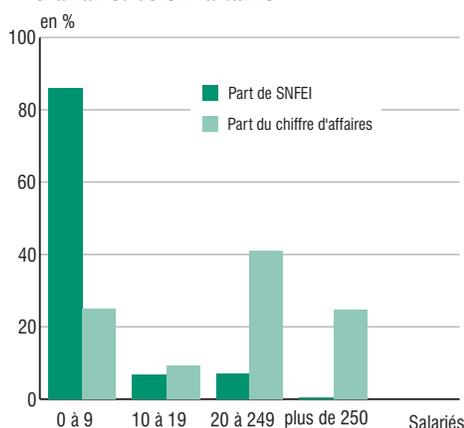
Chiffres clés

	Nombre de SNFEI	Chiffre d'affaires HT (M€)	Taux de marge commerciale (%)	Effectifs salariés	
				en EQTP	en %
Produits alimentaires, boissons et tabac	17 500	125 240	27,3	129 200	13,9

Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

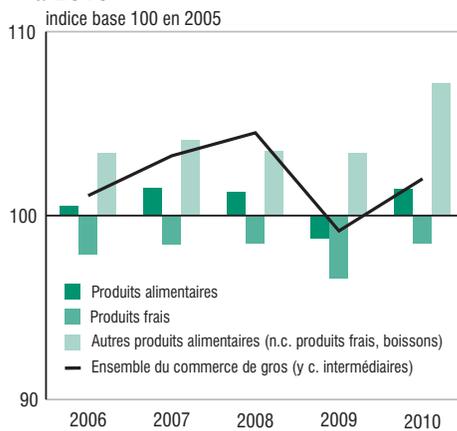
2. Répartition des SNFEI et du chiffre d'affaires selon la taille



Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

3. Évolution des ventes en volume de 2006 à 2010



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, Comptes du commerce, indice de chiffre d'affaires.

4. Emploi salarié

	Proportion de femmes (%)	Proportion de temps partiel (%)
Produits alimentaires	35,6	13,5

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, Déclaration annuelle de données sociales 2009 (Dads).

5. Les dix plus grandes sociétés selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique

- ALTADIS DISTRIBUTION FRANCE
- DISTRIBUTION LEADER PRICE SNC
- FROMAGERIES BEL
- GROUPE LACTALIS
- ITM ALIMENTAIRE CENTRE EST
- SODIAAL UNION
- SPAL BOISSONS
- SUCRES ET DENREES
- TRANSGOURMET OPERATIONS
- UNILEVER FRANCE

Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

2.5 Biens domestiques

Le secteur du **commerce de gros de biens domestiques** compte environ 26 700 sociétés non financières et entrepreneurs individuels (SNFEI) en 2009, soit près de 20 % des SNFEI du commerce de gros. Ce sont majoritairement des sociétés de petite taille : près de 90 % d'entre elles ont moins de dix salariés. Le secteur est très concentré : les SNFEI de 250 salariés ou plus représentent 0,4 % des sociétés du secteur mais réalisent plus de 45 % du chiffre d'affaires.

Le commerce de gros de biens domestiques emploie environ 212 000 salariés en équivalent-temps plein, soit 23 % des salariés du commerce de gros. Parmi eux, on compte 52 % de femmes et 17 % de temps partiel : ce sont les taux les plus élevés du commerce de gros. Le chiffre d'affaires du

secteur s'élève à 137 milliards d'euros, soit environ 20 % du chiffre d'affaires du commerce de gros. Le taux de marge commerciale (brute) est de 31,5 %. C'est le taux le plus important des secteurs du commerce de gros.

En 2010, les ventes du commerce de gros en biens domestiques augmentent fortement (+ 6 % en volume) après une baisse de - 0,8 % en volume en 2009. Cette reprise de l'activité s'observe dans tous les sous-secteurs. Elle est deux fois plus vigoureuse que celle observée sur l'ensemble du commerce de gros (+ 3 % en volume), alors que la baisse de 2009 (- 1 %) avait été pour ce secteur beaucoup plus faible que dans l'ensemble du commerce de gros (- 5 %). ■

Définitions

Commerce de gros de biens domestiques (46.4) : il se compose des commerces de gros de :

- produits pharmaceutiques (46.46Z), qui comprend aussi la distribution de médicaments aux officines et le commerce de gros de matériel médico-chirurgical ou orthopédique et de fournitures dentaires ;
- autres biens domestiques qui regroupent le commerce de gros de textiles (46.41Z), le commerce de gros d'habillement et chaussures (46.42Z), le commerce de gros d'appareils électroménagers (46.43Z), le commerce de gros de vaisselle, de verrerie et produits d'entretien (46.44Z), le commerce de gros de parfumerie et de produits de beauté (46.45Z), le commerce de gros de meubles, tapis et appareils d'éclairage (46.47Z), le commerce de gros d'articles d'horlogerie et bijouterie (46.48Z), et le commerce de gros d'autres biens domestiques (46.49Z).

Pour en savoir plus

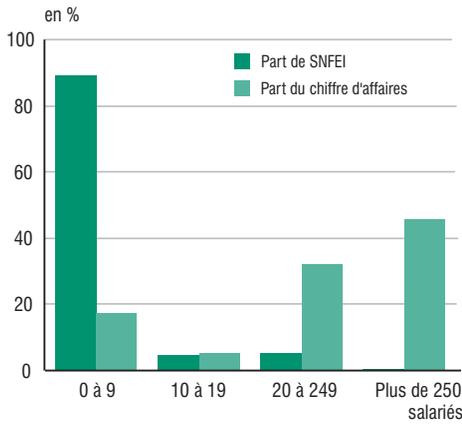
- « Le commerce en 2010 - Retour contrasté à la croissance », *Insee Première* n° 1363, août 2011.
- « La situation du commerce en 2010 », *Document de travail*, Insee, décembre 2011.

1. Chiffres clés

	Nombre de SNFEI	Chiffre d'affaires HT (M€)	Taux de marge commerciale (%)	Effectifs salariés	
				en EQTP	en %
Biens domestiques	26 700	137 460	31,5	212 100	22,8

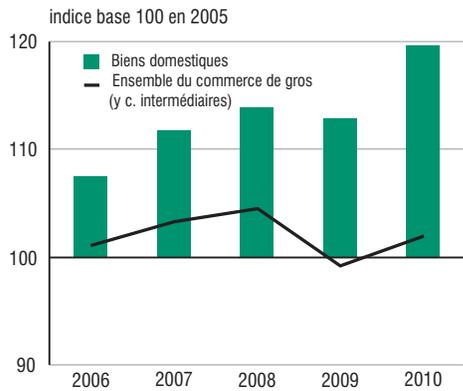
Champ : France.
Source : Insee, *Ésane 2009*.

2. Répartition des SNFEI et du chiffre d'affaires selon la taille



Champ : France.
Source : Insee, *Ésane 2009*.

3. Évolution des ventes en volume de 2006 à 2010



Champ : France métropolitaine.
Source : Insee, *Comptes du commerce, indice de chiffre d'affaires*.

4. Emploi salarié

	Proportion de femmes (%)	Proportion de temps partiel (%)
Biens domestiques	51,9	16,9

Champ : France métropolitaine.
Source : Insee, *Déclaration annuelle de données sociales 2009 (Dads)*.

5. Les dix plus grandes sociétés selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique

ALLIANCE HEALTHCARE REPARTITIO
COMPAGNIE D'EXPLOITATION ET DE
CONFRAT EXPLOIT ET REPART PHAR
DECATHLON
L'OREAL
LOUIS VUITTON MALLETIER
OCP REPARTITION
PFIZER
PROCTER & GAMBLE FRANCE
SANOFI-AVENTIS FRANCE

Champ : France.
Source : Insee, *Ésane 2009*.

2.6 Équipements de l'information et de la communication

Le secteur du **commerce de gros d'équipements de l'information et de la communication** regroupe les grossistes en ordinateurs, équipements informatiques, périphériques et logiciels, ainsi que les grossistes en composants et équipements électroniques et de télécommunication. Fin 2009, on dénombre 6 300 grossistes en équipements de l'information et de la communication, soit 4,5 % des sociétés non financières et entrepreneurs individuels (SNFEI) du commerce de gros.

Ces SNFEI sont majoritairement de petite taille : 90 % d'entre elles ont moins de dix salariés. Mais le secteur est très concentré puisque les SNFEI de dix salariés ou plus réalisent 87 % du chiffre d'affaires.

Le commerce de gros d'équipements de l'information et de la communication emploie près de 47 000 salariés en équivalent-temps plein, ce qui représente 5 % des salariés du commerce de gros. Un dixième de ces salariés sont à temps partiel et un tiers sont des femmes.

Le chiffre d'affaires réalisé par le commerce de gros d'équipements de l'information et de la communication est de près de

42 milliards d'euros en 2009, soit 6 % du chiffre d'affaires total du commerce de gros. C'est le plus petit secteur du commerce de gros. Malgré un fléchissement des ventes important en 2009 (-11 % en volume, par rapport à 2008), ce secteur retrouve en 2010 un niveau de ventes pratiquement identique à celui de 2008, grâce à une croissance de l'ordre de 12 % en 2010. Par opposition, la croissance de l'ensemble du commerce de gros en 2010 n'est que de 3 %, après une baisse de seulement 5 % en 2009.

En 2009, le taux de marge commerciale (brute) est de 16 %. Après avoir fortement diminué ces dernières années, il est à présent l'un des plus bas du commerce de gros non alimentaire, dont le taux moyen est de 21%.

L'activité du secteur est sensible à l'évolution de l'investissement en informatique des SNFEI et à l'évolution de la demande des ménages. Malgré des taux d'équipement déjà assez élevés chez les particuliers, les produits phares tels que l'ordinateur portable, les lecteurs multimédias, le wifi et les « box » des fournisseurs d'accès à l'internet suscitent encore de nouveaux achats. ■

Définitions

Commerce de gros d'équipements de l'information et de la communication (46.5) : selon la nomenclature d'activités française (NAF) révisée le 1^{er} janvier 2008, ce secteur comprend deux sous-secteurs : le commerce de gros d'ordinateurs, d'équipements informatiques périphériques et de logiciels (46.51Z) et le commerce de gros de composants et d'équipements électroniques et de télécommunication (46.52Z).

Pour en savoir plus

- « La situation du commerce en 2010 », *Document de travail*, Insee, décembre 2011.
- « Le commerce en 2010 - Retour contrasté à la croissance », *Insee Première* n° 1363, août 2011.
- « Les entreprises du commerce de gros en 2007 », *Insee Résultats* n° 44, Économie, septembre 2009.

Équipements de l'information et de la communication 2.6

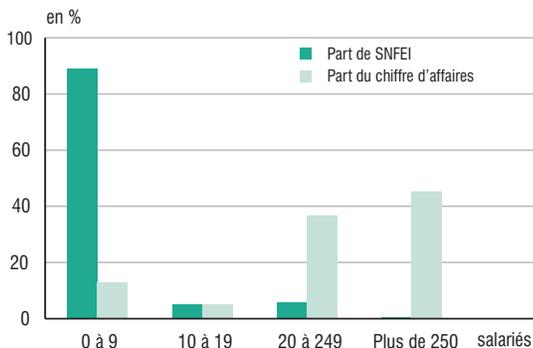
1. Chiffres clés

	Nombre de SNFEI	Chiffre d'affaires HT (M€)	Taux de marge commerciale (%)	Effectifs salariés	
				en EQTP	en %
Équipements de l'information et de la communication	6 300	41 790	16,3	46 700	5,0

Champ : France.

Source : Insee, *Ésane 2009*.

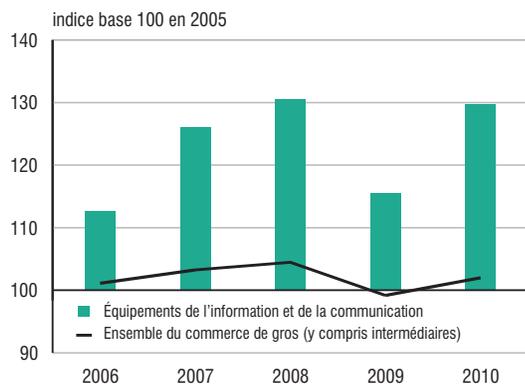
2. Répartition des SNFEI et du chiffre d'affaires selon la taille



Champ : France.

Source : Insee, *Ésane 2009*.

3. Évolution des ventes en volume de 2006 à 2010



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, *Comptes du commerce, indice de chiffre d'affaires*.

4. Emploi salarié

	Proportion de femmes (%)	Proportion de temps partiel (%)
Équipements de l'information et de la communication	33,1	10,0

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, *Déclaration annuelle de données sociales 2009 (Dads)*.

5. Les dix plus grandes sociétés selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique

ACER COMPUTER FRANCE

DELL

HEWLETT-PACKARD CENTRE COMPETE

HEWLETT-PACKARD FRANCE

INGRAM MICRO

ITM ALIMENTAIRE EST

NINTENDO FRANCE

SAMSUNG ELECTRONICS FRANCE

TECH DATA FRANCE

THOMSON TELECOM

Champ : France.

Source : Insee, *Ésane 2009*.

2.7 Autres équipements industriels

En 2009, près de 22 000 sociétés non financières et entrepreneurs individuels (SNFEI) françaises (soit environ 16 % des SNFEI du commerce de gros) exercent une activité de **grossiste en autres équipements industriels**. Elles génèrent un chiffre d'affaires de 77 milliards d'euros, soit 11 % de celui du commerce de gros. Ces SNFEI emploient un peu plus de 190 000 salariés en équivalent-temps plein (21 % de l'ensemble des grossistes), ce qui situe le secteur en troisième position en termes d'emploi des secteurs du commerce de gros. Ainsi, au sein du commerce de gros, ce secteur est celui qui emploie le moins de femmes (26,5 % contre 35,3 %), et qui a le taux de temps partiel le plus faible (8,9 % contre 12,2 % pour l'ensemble du commerce de gros). Le taux de marge commerciale pratiqué dans ce secteur représente 26,5 % du montant des ventes, alors qu'il est de 21,3 % pour l'ensemble du commerce de gros.

Le commerce de gros d'autres équipements industriels est un secteur moins concentré que l'ensemble du commerce de gros. Les SNFEI de moins de dix salariés représentent 84 % des SNFEI du secteur et réalisent 24 % de son chiffre d'affaires. À l'opposé, les SNFEI de plus de vingt salariés représentent 8 % des SNFEI et réalisent 65 % du chiffre d'affaires.

Parmi les secteurs du commerce de gros, ce secteur a connu la plus forte baisse de chiffre d'affaires en volume en 2009 (- 15,4 %, contre - 5,1 % pour l'ensemble du commerce de gros). En 2010, ce secteur croît de 2,8 %, comme l'ensemble des secteurs du commerce de gros. En raison de l'importance de la baisse de 2009, c'est le seul secteur dont le chiffre d'affaires en volume baisse sur la période 2006 à 2010 (- 2,2 % par an), alors qu'il est quasiment stable dans l'ensemble du commerce de gros (+ 0,2 % par an). ■

Définitions

Commerce de gros d'autres équipements industriels (46.6) : selon la nomenclature d'activités française (NAF) révisée le 1^{er} janvier 2008, le commerce de gros d'autres équipements industriels comprend neuf sous-secteurs : matériel agricole (46.61Z), machines-outils (46.62Z), machines pour l'extraction, la construction et le génie civil (46.63Z), machines pour l'industrie textile et l'habillement (46.64Z), mobilier de bureau (46.65Z), autres machines et équipements de bureau (46.66Z), matériel électrique (46.69A), fournitures et équipements industriels divers (46.69B) et fournitures et équipements divers pour le commerce et les services (46.69C).

Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2010 - Retour contrasté à la croissance », *Insee Première* n° 1363, août 2011.
- « La situation du commerce en 2010 », *Document de travail*, Insee, décembre 2011.

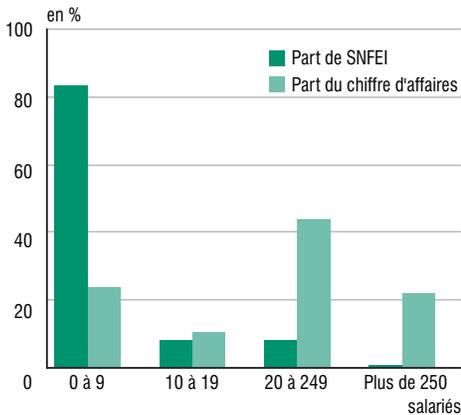
Autres équipements industriels 2.7

1. Chiffres clés

	Nombre de SNFEI	Chiffre d'affaires HT (M€)	Taux de marge commerciale (%)	Effectifs salariés	
				en EQTP	en %
Autres équipements industriels	21 900	77 370	26,5	191 100	20,5

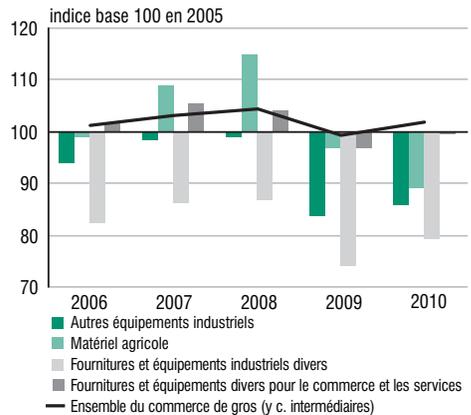
Champ : France.
Source : Insee, Ésane 2009.

2. Répartition des SNFEI et du chiffre d'affaires selon la taille



Champ : France.
Source : Insee, Ésane 2009.

3. Évolution des ventes en volume de 2006 à 2010



Champ : France métropolitaine.
Source : Insee, Comptes du commerce, indice de chiffre d'affaires.

4. Emploi salarié

	Proportion de femmes (%)	Proportion de temps partiel (%)
Autres équipements industriels	26,5	8,9

Champ : France métropolitaine.
Source : Insee, Déclaration annuelle de données sociales 2009 (Dads).

5. Les dix plus grandes sociétés selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique

CANON FRANCE

CGE DISTRIBUTION

CNH FRANCE SA

FRANS BONHOMME

LEGRAND SNC

REXEL FRANCE

RICOH FRANCE

SCHNEIDER ELECTRIC INDUSTRIES

SOFRANTEM SA

XEROX

Champ : France.
Source : Insee, Ésane 2009.

2.8 Autres commerces de gros spécialisés

Le secteur des **autres commerces de gros spécialisés** englobe notamment les combustibles, les matériaux de construction et appareils sanitaires, les minerais et métaux, ainsi que les produits chimiques. En 2009, ce secteur compte 17 700 sociétés non financières et entrepreneurs individuels (SNFEI) qui emploient 205 100 salariés en équivalent-temps plein ; il représente ainsi 13 % des SNFEI et 22 % des salariés de l'ensemble du commerce de gros. Dans ce secteur, la proportion de femmes dans l'emploi salarié est de 28 % (contre 35 % dans l'ensemble du commerce de gros), et la proportion de salariés travaillant à temps partiel est de 9,2 %, soit l'un des taux les plus bas du commerce.

Le chiffre d'affaires du secteur est de 125 milliards d'euros, soit 18 % du chiffre d'affaires du commerce de gros. Le taux de marge commerciale (brute) est de 21,1 % : si ce taux se situe au niveau de la moyenne observée sur l'ensemble du commerce de

gros (21,3%), il est néanmoins l'un des plus faibles parmi les secteurs du commerce de gros non alimentaire.

Les entreprises sont de grande taille : elles emploient en moyenne 11,6 salariés contre seulement 6,7 pour l'ensemble du commerce de gros. Ainsi, les SNFEI de plus de 250 salariés représentent 67 % des salariés de ce secteur. Elles pèsent pour près de 70 % du chiffre d'affaires.

Les ventes en volume des autres commerces de gros spécialisés, en repli depuis 2008 (- 2,3 % suivi de - 10,6 % en 2009), se redressent en 2010 (+ 2,7 %). Entre 2006 et 2010, les ventes des autres commerces de gros spécialisés ont baissé en moyenne de 2,5 % en volume par an, alors qu'elles ont été stables en moyenne dans l'ensemble du commerce de gros, y compris intermédiaires (+ 0,2 % sur la même période). En 2010, le sous secteur du commerce de gros de combustibles et produits annexes est le seul à voir ses ventes baisser (- 1,3 % en volume). ■

Définitions

Autres commerces de gros spécialisés (46.7) : sont compris dans ce secteur :

- le commerce de gros de combustibles et produits annexes (46.71Z) ;
- le commerce de gros de minerais et métaux (46.72Z) ;
- le commerce de gros de bois et matériaux de construction (46.73A) ;
- le commerce de gros d'appareils sanitaires, produits de décoration (46.73B) ;
- le commerce de gros de quincaillerie (46.74A) ;
- le commerce de gros de fournitures pour plomberie et chauffage (46.74B) ;
- le commerce de gros de produits chimiques (46.75Z) ;
- le commerce de gros des autres produits intermédiaires (46.76Z) ;
- le commerce de gros de déchets et débris (46.77Z).

Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2010 - Retour contrasté à la croissance », *Insee Première* n° 1363, août 2011.
- « La situation du commerce en 2010 », *Document de travail*, Insee, juin 2011.

Autres commerces de gros spécialisés 2.8

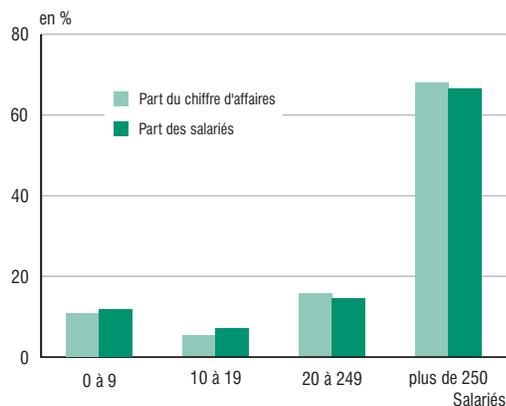
1. Chiffres clés

	Nombre de SNFEI	Chiffre d'affaires HT (M€)	Taux de marge commerciale (%)	Effectifs salariés			
				en EQTP	en %	Proportion de femmes (%)	Proportion de temps partiel (%)
Autres commerces de gros spécialisés	17 700	124 920	21,1	205 100	22,0	28,0	9,2

Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009, DADS 2009.

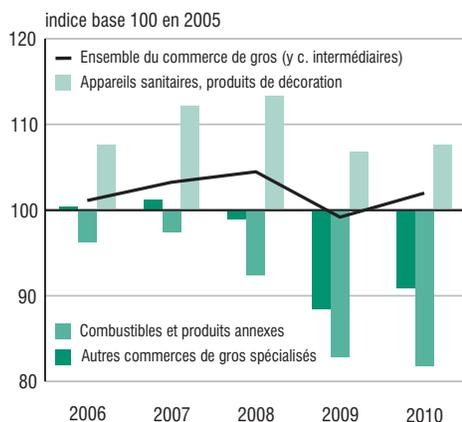
2. Répartition des salariés et du chiffre d'affaires selon la taille des SNFEI



Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

3. Évolution des ventes en volume de 2006 à 2010



Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, Comptes du commerce, indice de chiffre d'affaires.

4. Les dix plus grandes sociétés selon le chiffre d'affaires

par ordre alphabétique

AS 24
BOLLORE ENERGIE
BP FRANCE
DYNEFF S.A.S.
EGEDIS
SHV GAS SUPPLY & RISK MANAGEME
SOCIETE DES PETROLES SHELL
TOTAL ENERGIE GAZ
TOTAL OUTRE-MER
URBAINE DES PETROLES

Champ : France.

Source : Insee, É sane 2009.

2.9 Marchés de gros et marchés d'intérêt national

Les **marchés de gros de France**, qu'ils soient classés **marchés d'intérêt national** ou non, sont des plateformes agroalimentaires importantes au service du commerce de gros. Ils regroupent en un seul lieu tous les acteurs de la distribution alimentaire de produits frais au stade de gros.

La mission des marchés de gros est de répondre aux besoins de tous les circuits de commercialisation, d'assurer la pluralité des circuits de distribution alimentaires des produits frais, de participer au maintien des secteurs traditionnels (ceintures vertes des zones urbaines, entreprises familiales, commerce de proximité, etc.), de rapprocher la production de la distribution et de contribuer activement au développement régional.

Le réseau des marchés de gros de France est constitué de 19 sites. Seize d'entre eux sont classés d'intérêt national (MIN), soit du Nord vers le Sud : Lille, Rouen, Rungis, Strasbourg, Angers, Nantes, Bordeaux, Grenoble, Agen, Toulouse, Montpellier, Avignon, Châteaurenard, Cavaillon, Marseille et Nice. Trois autres, non classés MIN, Lyon-Corbas, Rennes et Tours, viennent compléter le maillage national du réseau. Le marché de Rungis, qui réalise la moitié des transactions de l'ensemble, bénéficie d'un rayonnement international.

Ce sont les Régions qui décident du classement d'un marché de gros en MIN ; les communautés urbaines, communes ou départements valident les plans des marchés et approuvent les statuts de leurs gestionnaires, dont elles contrôlent aussi la gestion. Les MIN sont délimités par une enceinte close et dotés, pour 15 d'entre eux, d'un **périmètre de référence**.

En 2010, les opérateurs des marchés de gros de France ont commercialisé 4,3 millions de tonnes de produits alimentaires et réalisé un chiffre d'affaires global de plus de 12 milliards d'euros, auprès de 63 000 clients réguliers.

L'activité des marchés de gros, qui représente 25 000 emplois permanents, rebondit en 2010, après une année 2009 marquée par la crise économique mondiale. Les secteurs des fruits et légumes, des autres produits alimentaires, épicerie sèche et produits traiteurs, ainsi que dans une moindre mesure celui de la marée, ont le plus contribué à la reprise de l'activité d'ensemble.

Les marchés de gros offrent des débouchés réguliers aux producteurs indépendants. Le nombre des producteurs diminue d'année en année mais reste cependant élevé : 4 100. ■

Définitions

Marchés de gros : visent à réunir en des mêmes lieux des vendeurs, qu'ils soient grossistes, producteurs ou importateurs de produits agricoles et alimentaires frais, et des acheteurs, qui sont des détaillants, des commerçants vendant sur les marchés, des restaurants traditionnels et collectifs, mais aussi des centrales d'achats de la grande distribution trouvant sur les marchés des produits spécifiques et/ou un approvisionnement de dépannage.

Marchés d'Intérêt National (MIN) : ils sont des services publics de gestion de marchés, assujettis à une réglementation spécifique définie par le Code de Commerce ; en particulier, ils bénéficient d'un périmètre de référence.

Périmètre de référence : zone géographique, qui peut s'étendre sur quelques communes autour du marché, dans laquelle l'implantation et l'exercice de l'activité de gros de certains produits, dits « de référence », sont contrôlés. Les produits de référence, variables d'un MIN à l'autre et fixés par arrêté conjoint des ministres chargés du commerce et de l'agriculture sont, pour l'essentiel, les fruits et légumes, les produits de la mer et d'eau douce, parfois les produits horticoles, les produits laitiers et avicoles ou les produits carnés. Le but principal est de concentrer les opérateurs en un même lieu afin d'animer la concurrence et de développer un marché physique des produits agricoles et alimentaires périssables autour des grands centres de consommation, au bénéfice du commerce de proximité. La réforme législative et réglementaire des conditions de fonctionnement des MIN de 2010 a instauré un régime d'autorisation préalable pour l'implantation ou l'extension d'un MIN reposant sur les effets du projet en matière d'aménagement du territoire, de développement durable et de sécurité sanitaire.

Pour en savoir plus

- Articles L761-1 à L761-11, R761-1 à R761-26 et A761-1 à A761-16 du Code du commerce.

Marchés de gros et marchés d'intérêt national 2.9

1. Activité des marchés d'intérêt national et marchés de gros

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Fruits et légumes¹									
Surfaces construites (et louées à partir de 2004) (hectares)	71	72	66	67	66	65	69	67	67
Quantités commercialisées (milliers de tonnes)	3 646	3 590	3 561	3 530	3 375	3 327	3 338	3 152	3 032
Chiffre d'affaires des opérateurs (M€)	5 500	5 800	5 500	5 600	5 240	5 258	5 491	5 176	5 299
Viandes et produits carnés									
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	11	11	10	10	10	10	11	10	10
Quantités commercialisées (milliers de tonnes)	406	394	385	382	374	365	371	362	364
Chiffre d'affaires des opérateurs (M€)	1 500	1 600	1 700	1 750	1 791	1 875	1 892	1 785	1 815
La marée									
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	18	18	19	19	21	20	20	19	20
Quantités commercialisées (milliers de tonnes)	175	176	182	192	185	184	189	203	209
Chiffre d'affaires des opérateurs (M€)	1 000	975	950	960	1 045	1 044	1 017	955	1 024
Autres produits alimentaires : épicerie sèche, produits traités									
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	20	21	20	20	21	21	21	22	22
Quantités commercialisées (milliers de tonnes)	236	302	288	288	282	316	320	372	421
Chiffre d'affaires des opérateurs (M€)	1 400	1 375	1 700	1 705	1 781	1 852	1 874	1 876	2 023
Flours, plantes et accessoires									
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	20	20	18	18	18	18	20	20	21
Chiffre d'affaires des opérateurs (M€)	500	450	475	475	480	434	477	446	465
Libre-service de gros²									
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	5	5	5	5	5	7	7	7	7
Chiffre d'affaires des opérateurs (M€)	200	260	175	155	156	144	140	150	161
Autres activités des MIN³									
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	25	25	27	27	30	31	31	30	30
Chiffre d'affaires des opérateurs (M€)	1 600	1 750	1 375	1 452	1 459	1 615	1 929	1 537	1 661
Ensemble									
Surfaces construites, louées à partir de 2004 (hectares)	170	171	165	166	170	174	179	175	178
Quantités commercialisées (milliers de tonnes)	4 724	4 533	4 692	4 617	4 446	4 363	4 522	4 289	4 299
Chiffre d'affaires des opérateurs (M€)	11 700	12 210	11 875	12 097	11 952	12 223	12 820	11 925	12 448

1. Les données, depuis 2008, incluent celles du MIN de Chateaufort, qui a réintégré la FFMN au 01/01/2009.

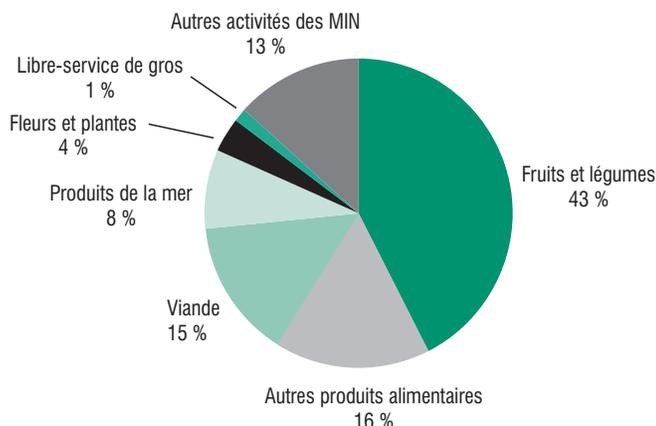
2. Grandes surfaces pratiquant essentiellement le commerce de gros.

3. Transport, entreposage, restauration, services bancaires, etc.

Champ : France métropolitaine.

Source : Rapports annuels de la Fédération française des marchés d'intérêt national.

1. Répartition du chiffre d'affaires des MIN et marchés de gros par secteur d'activité en 2010



Champ : France métropolitaine.

Source : Rapports annuels de la Fédération des Marchés de Gros de France.

2.10 Clients du commerce de gros

En 2008, les ventes des grossistes et intermédiaires du commerce de gros s'élèvent à plus de 600 milliards d'euros.

Leurs deux principaux **clients** sur le marché intérieur sont les sociétés non financières et entrepreneurs individuels (SNFEI) du commerce de détail (37 % de leurs ventes) et les producteurs (28 %). Viennent ensuite les centrales d'achat (11 %), les **autres utilisateurs professionnels** (11 %), d'autres grossistes (10 %) et les particuliers (4 %).

Les ventes à l'exportation représentent 14 % du total des ventes du secteur (87,6 milliards d'euros). Hors intermédiaires du commerce, les ventes à l'exportation représentent 16 % du total des ventes des grossistes. Les disparités sectorielles sont fortes : les grossistes en équipements de l'information et de la communication réalisent 31 % de leurs ventes à l'exportation, contre 13 % pour les SNFEI du commerce de gros d'autres équipements industriels.

Sur le marché intérieur, les ventes des intermédiaires du commerce dépendent très fortement des commandes des **détaillants**. Cependant, si ces derniers représentent 83 % de la clientèle des centrales d'achat, ils ne comptent que pour 22 % de la clientèle des autres intermédiaires du commerce. Hors intermédiaires du commerce et grossistes en produits à base de tabac, ce sont les grossistes en produits alimentaires non

spécialisés qui dépendent le plus du commerce de détail (82 %).

Les secteurs les plus fortement tributaires (à plus de 60 %) des producteurs sont le commerce de gros en produits agricoles bruts et animaux vivants (céréales, tabac non manufacturé, bestiaux, cuirs et peaux), les autres commerces de gros spécialisés hors combustibles et produits annexes (minerais, métaux, bois, produits chimiques, matériaux et fournitures pour la construction) et le commerce de gros en autres équipements industriels hors équipements de bureau et matériel électrique (machines-outils, machines pour l'extraction et la construction, machines pour l'industrie textile et l'habillement, fournitures et équipements industriels divers).

Les centrales d'achat représentent près du quart de la clientèle des grossistes en produits alimentaires ; inversement, seulement 9 % des ventes des intermédiaires du commerce hors centrales d'achat se destinent à des grossistes.

36 % des ventes des SNFEI du commerce de gros en équipements de bureau sont destinées à équiper les autres utilisateurs professionnels (collectivités, prestataires de services...).

Enfin, la revente directe aux particuliers n'atteint une proportion significative (plus de 10 %) que chez les grossistes en produits pour l'installation de l'habitat et la construction. ■

Définitions

Clients : les clients du commerce de gros sont répartis en six catégories : centrales d'achat, détaillants, grossistes, producteurs, autres utilisateurs professionnels et particuliers.

Autres utilisateurs professionnels : collectivités (comités d'entreprise, administrations) et autres clients (prestataires de services...).

Détaillants : les ventes aux détaillants incluent les ventes directes à des détaillants référencés par une centrale d'achat, les ventes aux commerces indépendants isolés (n'adhérant pas à un réseau de distribution) et les ventes à des détaillants du réseau propre au grossiste (si celui-ci est propriétaire d'enseigne).

Pour en savoir plus

- « Le commerce en 2010 - Retour contrasté à la croissance », *Insee Première* n° 1363, août 2011.
- « La situation du commerce en 2010 », *Document de travail* n° E2011/05, Insee, juin 2011.

Clients du commerce de gros 2.10

1. Répartition des ventes hors taxe par clients en 2008

	Répartition des ventes en France (en %)							Montant des ventes (Md€)		
	Ventes aux centrales d'achat	Ventes aux détaillants	Ventes aux grossistes	Ventes aux producteurs	Ventes aux autres utilisateurs professionnels	Ventes aux particuliers	Total	Ventes en France	Ventes à l'exportation	Total des ventes
Intermédiaires du commerce de gros	9,6	76,0	2,8	7,6	2,3	1,7	100,0	101,5	7,6	109,1
Centrales d'achat	9,5	82,9	2,0	4,1	1,0	0,5	100,0	89,0	0,8	89,8
Hors centrales d'achat	10,3	22,1	9,2	34,9	12,6	10,9	100,0	12,5	6,8	19,3
Commerce de gros	11,6	27,8	11,4	32,5	12,7	4,0	100,0	420,3	80,0	500,3
Commerce de produits agricoles bruts et d'animaux vivants	3,5	8,5	16,3	69,0	1,1	1,6	100,0	38,7	11,2	49,9
Commerce de produits alimentaires, de boissons et de tabac	23,5	40,3	11,4	14,5	8,0	2,3	100,0	92,8	15,0	107,8
<i>produits frais</i>	26,6	24,3	13,9	24,2	9,8	1,2	100,0	44,4	6,4	50,8
<i>hors produits frais et boissons</i>	14,4	61,3	7,3	6,9	6,5	3,6	100,0	32,1	4,0	36,1
Commerce de biens domestiques	15,4	47,5	10,0	7,0	16,8	3,3	100,0	83,8	13,6	97,4
<i>produits pharmaceutiques</i>	1,6	56,5	13,0	5,6	22,9	0,4	100,0	35,2	3,3	38,5
<i>hors produits pharmaceutiques</i>	25,7	40,8	7,7	8,0	12,3	5,5	100,0	48,6	10,3	58,9
Commerce d'équipements de l'information et de la communication	14,4	33,2	11,2	16,6	22,5	2,1	100,0	25,3	11,5	36,8
<i>ordinateurs, équipements informatiques périphériques et logiciels</i>	17,4	26,0	12,5	13,5	28,2	2,4	100,0	15,2	9,7	24,9
<i>composants et équipements électroniques et télécommunication</i>	10,0	43,8	9,3	21,2	14,1	1,6	100,0	10,1	1,8	11,9
Commerce d'autres équipements industriels	2,8	10,7	9,5	54,7	20,2	2,1	100,0	60,3	9,3	69,6
<i>équipements de bureau</i>	2,0	24,9	8,0	26,7	36,2	2,2	100,0	3,3	0,1	3,4
<i>hors équipements de bureau et matériel électrique</i>	2,7	11,0	7,2	60,7	16,1	2,3	100,0	46,9	8,1	55,0
Autres commerces spécialisés	6,1	17,6	12,0	45,4	10,8	8,1	100,0	115,2	17,9	133,1
<i>combustibles et produits annexes</i>	10,3	34,6	16,7	18,2	14,1	6,1	100,0	40,3	7,5	47,8
<i>produits pour l'installation de l'habitat et la construction</i>	2,4	8,2	7,6	56,9	10,4	14,5	100,0	42,9	1,8	44,7
<i>hors combustibles et produits pour l'installation de l'habitat</i>	6,0	9,3	12,2	63,7	7,3	1,5	100,0	32,0	8,6	40,6
Commerce de gros non spécialisé	4,4	21,4	5,0	46,6	17,3	5,3	100,0	4,2	1,5	5,7
Ensemble commerce de gros et intermédiaires	11,2	37,4	9,6	27,6	10,6	3,6	100,0	521,8	87,6	609,4
Total des ventes du commerce de gros, y c. intermédiaires du commerce (Md€)	58,4	195,2	50,1	144,0	55,3	18,8	521,8	521,8	87,6	609,4

Champ : France.

Lecture : en 2008, les ventes de l'ensemble du commerce de gros, y compris intermédiaires du commerce, s'élèvent à 609,4 milliards d'euros, dont 87,6 milliards d'euros à l'exportation. Pour l'ensemble du commerce de gros et des intermédiaires du commerce, 37,4 % des ventes s'effectuent à destination des détaillants.

Source : Insee, *Esane 2008*.